

La mondialisation de l'économie

© Hachette Livre et/ou Hachette Multimédia

■Sommaire

- ▶ [La mutation de l'économie mondiale](#)
- ▶ [Les trois dimensions de la mondialisation](#)
- ▶ [Les FMN et la «quatrième révolution industrielle»](#)
- ▶ [La contestation de ce processus de globalisation](#)
- ▶ [Une dynamique multipolaire ?](#)

◀ [article précédent](#)

[article suivant](#) ▶



- Centres moteurs d'impulsion et de développement
- Nouveaux pays Industrialisés (NPI)
- Puissances en devenir
- Périphéries intégrées
- Périphéries peu intégrées
- Pays les Moins Avancés (PMA)

Source Encyclopédie Wikipédia

La mutation de l'économie mondiale

Après [l'écroulement du bloc soviétique](#), au-delà du triomphe apparent d'un bloc politique contre un autre et de l'hégémonie du système capitaliste, le marché mondial donne aujourd'hui l'impression d'être devenu l'unique régulateur économique (même si c'est au prix de tensions et de conflits multidimensionnels) ; mais cet actuel essor de l'économie, fondé sur la mondialisation, pose aujourd'hui la question de la nature de ce système économique et de son devenir : doit-on voir dans la mondialisation le «stade suprême du capitalisme» (pour paraphraser le titre de l'ouvrage de [Lénine](#) sur l'impérialisme) ?

Pour certains observateurs, la mondialisation n'est que l'expression moderne d'un processus d'expansion qui prend ses racines dans les conquêtes commerciales des nations européennes engagées dès les XVI^e et XVII^e siècles et poursuivies par leur expansion coloniale. Elle ne serait ainsi qu'un développement et un approfondissement du mondialisme. Il semble cependant que la mondialisation observée dans les dernières années du XX^e siècle constitue une mutation économique sans précédent et que, au-delà d'une certaine continuité historique, ce phénomène possède une dynamique propre et que ses acteurs échappent de plus en plus au contrôle d'États dont les marges de manœuvre se réduisent. En effet, la mondialisation de l'économie ne réduit pas le rôle du marché mondial à celui d'un simple «jeu à somme nulle», mais elle lui confère une dimension, des fonctions nouvelles et un pouvoir renforcé, en contournant et en démantelant des frontières physiques et des réglementations qui s'opposaient à l'accumulation du capital sur la planète.

Le passage des accords du GATT à ceux de l'[OMC](#) est l'illustration de cet ajustement des instances internationales à ce nouveau visage et à cette dynamique nouvelle du marché mondial : il s'agit bien d'une

transformation structurelle des relations d'échange et des modes de fonctionnement des marchés, qui en profitent pour se complexifier en imbriquant davantage les économies nationales entre elles. Mais qui dit mutation dit bouleversements qui peuvent perturber un temps le fonctionnement traditionnel du marché, avec tout ce que cela suppose d'inégalitaire, et de fragmentation des processus de production, des marchés de l'emploi et du travail, voire des entités politiques et sociétales.

Les trois dimensions de la mondialisation

La mondialisation est un processus d'internationalisation des activités productives, marchandes et financières qui se déroule sur trois tableaux : l'internationalisation des économies et des échanges, la transnationalisation, au travers de l'essor des firmes multinationales (FMN), et la globalisation, notamment financière.

Le développement des échanges et des activités des FMN s'est accompagné en effet d'une diversification et d'une mondialisation des modes de financement de l'économie, l'autarcie économique nationale devenant impossible, et l'évolution du marché international poussant les partenaires commerciaux désireux de s'y affirmer à signer des accords régionaux et des ententes. Ainsi, le marché extérieur pèse-t-il de plus en plus sur les marchés nationaux, qu'il s'agisse du marché des biens et des services, des marchés financier ou monétaire, du marché de l'emploi ou du marché des produits culturels.

Les économies nationales, qui donnent ainsi l'impression d'être totalement imbriquées, doivent aujourd'hui s'adapter à des exigences nouvelles dont elles n'ont pas la maîtrise, se conformer à des tendances mondiales (par exemple, à la prise en compte de l'écologie planétaire) ; enfin, les inégalités économiques existantes entre nations (quantité ou qualité des facteurs de production, conditions de réalisation de la production, de l'échange...), en poussant de nombreuses entreprises à se délocaliser, achèvent souvent de perturber les économies nationales.

La mondialisation financière est assurée par une forte mobilité des capitaux à l'échelle internationale ; elle est fondée sur la «règle des trois D», de nature néo-libérale : désintermédiation, déréglementation, et décloisonnement des marchés. La désintermédiation correspond à la réalisation d'opérations financières sans intermédiaires, en direct sur le marché financier mondial. La déréglementation vise à limiter le poids des autorités politiques et monétaires nationales sur les flux monétaires, notamment par le biais de la suppression de contraintes de change, comme le prône par exemple l'économiste Milton Friedman. Quant au décloisonnement des marchés, qui est apparu dans les années 1980 dans de nombreux pays occidentaux, il consiste en la suppression des frontières entre marchés financiers, marchés monétaires et marchés des changes. Ainsi, la mondialisation financière assure un marché planétaire des capitaux, disponible à tout moment, en raison de sa dimension, et de son fonctionnement à travers les fuseaux horaires (lorsqu'un place boursière ferme en Asie, une autre s'ouvre en Europe ou en Amérique, assurant continuellement 24 heures d'activité sur la planète).

Dans un tel processus multidimensionnel, on pourrait s'attendre à voir agir de multiples acteurs. Mais la mondialisation est au contraire le fait d'un nombre relativement réduit d'intervenants.

Les FMN et la «quatrième révolution industrielle»

La mondialisation est largement créée par l'essor des firmes multinationales, qui imposent leurs activités, leurs produits, leurs technologies, leurs modes de fonctionnement, leur culture. Les FMN, en tant que «mégaentreprises», accroissent les quantités produites et accélèrent les échanges, favorisent la circulation des devises (notamment eurodollars) et accroissent les liquidités internationales ; dominant ainsi largement le marché mondial, au niveau national comme international, elles créent de nouvelles perspectives de développement et de croissance.

Ainsi, sur le plan national, ces acteurs économiques qui peuvent stimuler les marchés locaux en y revendant une partie de leurs produits, ou par le biais des «joint-ventures», permettent d'accroître le PIB, l'investissement, les infrastructures locales, l'emploi.

Sur le plan international, les FMN poussent les différents pays à s'ouvrir sur le marché extérieur, encouragent leur spécialisation, accélèrent les échanges entre les États, créent des échanges entre les firmes (c'est l'échange captif, qui représente entre de 30 % à 40 % du trafic industriel), donc des débouchés pour les filiales, prennent le contrôle de la technologie (dans les secteurs de pointe, mais aussi dans le domaine culturel, avec le cinéma et la télévision), contribuent à l'essor du marché des eurodollars et à l'accroissement des liquidités internationales donc à l'accélération des échanges de capitaux, et facilitent l'intégration financière mondiale. La mondialisation crée ainsi une dynamique qui favorise les investissements directs, en encourageant la sous-traitance.

Le second facteur d'accélération de la mondialisation est la quatrième [révolution industrielle](#), fondée sur l'essor d'activités du quaternaire, autour de technologies de pointe (NTIC), en particulier l'informatique et Internet (faisant naître la «net-économie») ; en diminuant les coûts d'information et les coûts de communication, et en accélérant la vitesse de réaction des marchés, les technologies nouvelles de l'information modifient les conditions de fonctionnement du marché.

Ce vaste processus de mondialisation, et son accélération, se heurte cependant aujourd'hui à une vive contestation, et l'essor actuel de l'économie mondiale, orchestré essentiellement par les [Etats-Unis](#) d'Amérique fait l'objet d'une opposition qui a tendance à se durcir. On assiste en effet aujourd'hui à l'émergence de mouvements nationaux et internationaux forts, et de plus en plus structurés, de contestation, qui se cristallisent notamment, à travers les médias, autour de questions telles que la sauvegarde d'identités culturelles, de la défense de l'environnement et de la sécurité des produits alimentaires.

La contestation de ce processus de globalisation

La mondialisation fait d'autant plus peur qu'elle paraît devoir aboutir à une «uniformisation du monde» : l'économie aurait tendance à standardiser, à homogénéiser les modes de consommation, les modes de vie et les cultures, en imposant des biens, des services, mais aussi des valeurs, des normes communes et stéréotypées. Le commerce international apparaît ainsi comme le vecteur privilégié d'un projet de domination mondiale par des économies hégémoniques, largement soutenue par leur contrôle des moyens de télécommunication, notamment des médias.

L'homogénéisation culturelle constitue un facteur central dans l'accroissement des échanges mondiaux, donc de la croissance et du développement économique, mais au prix d'une dépendance culturelle croissante des cultures nationales, et au risque d'aboutir à une acculturation ou à un appauvrissement de la «biodiversité culturelle». L'acteur principal de cette «manipulation» serait évidemment la puissance économique nord-américaine ; en imposant leur domination économique évidente, en inondant le marché mondial de produits typiquement américains, de marques spécifiques, à haute teneur symbolique, les États-Unis auraient tendance à imposer leurs images, leur idéologie, leur conception de la vie et du monde, leur mode de vie, leurs valeurs, leurs normes de consommation et de culture, leurs traditions commerciales (Halloween).

Certains auteurs ont utilisé l'expression de «village planétaire», pour décrire la communauté mondiale qui se créerait à travers le développement des réseaux de communication. C'est oublier que s'il existe des pays fortement équipés et des populations reliées à la quasi totalité de la planète, qui s'unifient en tirant avantage des progrès techniques, d'un autre côté, des populations entières restent en marge des moyens de communication modernes, isolées, ne profitant en aucune manière de la diffusion du progrès technique, et que cette nouvelle «culture technologique» dont est dépourvue la grande majorité de la population mondiale ne profite qu'aux pays et aux peuples économiquement les plus développés. Le système capitaliste planétaire assure ainsi le fort développement des pays les plus riches, en paupérisant et en marginalisant le reste de la planète : dans cet esprit, l'on a d'un côté, des vies modernes, dans des villes standardisées, qui tentent de s'imposer universellement ; d'un autre côté, des banlieues, des régions pauvres, des déserts, que leurs habitants doivent fuir, condamnés à être socialement et culturellement déracinés, et dont la mondialisation a aggravé le sort.

Ainsi, la mondialisation est-elle accusée non seulement de creuser l'écart Nord-Sud, mais de créer un dualisme économique et culturel au sein même des unités régionales, en aggravant certains clivages, au nom de la recherche de profit maximum.

C'est dans une telle perspective que se situent les analyses d'inspiration marxiste, tiers-mondiste ou régulationniste.

Pour l'économiste Arghiri Emmanuel, par exemple, le marché mondial serait le lieu d'un «échange inégal» (thèse reprise et développée notamment par Samir Amin, Andre Gunder-Franck et le philosophe américain Immanuel Wallerstein), entre un Nord (États-Unis et, accessoirement Europe occidentale et Japon) fortement développé et constituant «le Centre», et un Sud pauvre («la Périphérie», c'est-à-dire le reste du monde) dont les ressources naturelles sont pillées et la main-d'œuvre surexploitée. Les critiques sont d'ailleurs très vives contre la domination imposée par le FMI sur les États qui lui empruntent des capitaux et qui se voient forcés de mettre en place des politiques d'ajustement structurel peu épanouissantes pour leurs peuples.

Le pouvoir exorbitant des FMN est également contesté, car ces firmes disposent des moyens de réaliser ou non des activités de production ou de commerce («Ce n'est pas parce que les firmes multinationales investissent en Afrique que cette dernière est sous développée, c'est au contraire parce qu'elles n'y sont pas assez présentes ! »),

Arghiri Emmanuel), d'annexer des capitaux rentables, d'orienter les politiques nationales, d'imposer certaines conditions d'embauche, de travail et de rémunération, en privilégiant la logique financière au détriment de la production, avec des risques de délocalisations, de plans de restructuration, de chômage, et de déséquilibres internationaux. Le marché mondial est ainsi, sinon dirigé en tout cas largement orienté par une poignée de très grosses firmes : on parle ainsi d'un «club» d'entreprises mondiales, d'origine surtout nord-américaine ou japonaise dont le pouvoir peut souvent être préjudiciable aux économies nationales (risques d'extraversion), aux cultures nationales, aux gouvernements (moindres marges de manœuvre), aux syndicats (limite de leur pouvoir), et aux salariés (auxquels on impose les conditions de travail et de rémunération, avec la tendance à l'égalisation internationale des facteurs de production vers le bas), voire aux écosystèmes (par le pillage des matières premières et énergétiques, les pollutions en tous genres, les nuisances). Mais la menace de beaucoup de ces FMN de quitter telle ou telle région ou tel ou tel pays conduit souvent les pouvoirs politiques à se résigner à accepter la situation, car il leur est devenu très difficile de limiter la puissance de ces firmes transnationales (échec des lois antitrust aux États-unis et en Europe, et dangers des nationalisations).

La mondialisation est également accusée de déstabiliser davantage les marchés, en présentant un risque de «crise systémique», c'est-à-dire de tout le système économique en raison d'effets en chaîne de dysfonctionnements ou de crises boursières, liées ou non à des mouvements spéculatifs déstabilisants, comme l'illustrent les krachs boursiers russe ou asiatiques ; il se trouve en effet que l'on situe dans le cadre d'un système où le dollar, qui demeure la clef de voûte du système monétaire international, est fragilisé par le creusement du déficit de la balance des paiements américaine, et par un endettement extérieur croissant. Enfin, la mondialisation du commerce est également un puissant vecteur de développement de la criminalité internationale, animée notamment par les trafics d'armes et de drogues, la traite sexuelle des femmes et des enfants, l'exploitation d'immigrés clandestins, et les diverses activités de contrebande et de blanchiment d'argent par des gangs organisés : d'après les calculs des Nations Unies, le coût de ces activités criminelles transnationales dans les pays industrialisés représenterait aujourd'hui 2 % du produit national brut (PNB) annuel, et se chiffrerait en milliards de dollars.

Une dynamique multipolaire ?

Ses défenseurs font valoir au contraire que la mondialisation économique n'est pas incompatible avec le maintien de systèmes économiques ou de modèles culturels nationaux ou régionaux forts, et qu'en favorisant les échanges elle peut apparaître comme un facteur de développement de la diversité à travers un «patch work», un «melting pot» culturel planétaire.

La mondialisation pourrait ainsi être assimilée à une dynamique multipolaire sans précédent. En effet, par le biais du libre-échange, elle crée de nouvelles perspectives de débouchés et de nouveaux créneaux pour des économies en retrait, comme l'atteste l'essor de multiples Nouveaux Pays Industrialisés (en particulier asiatiques), qui bénéficient, et participent même souvent aux transferts de technologie. On peut alors peut-être rêver, comme le faisaient [Adam Smith](#) ou David Ricardo, de l'essor du bien-être universel, garant d'une paix mondiale...

Si la mondialisation semble aujourd'hui un phénomène irréversible, il n'en demeure pas moins qu'elle doit être sans doute surveillée, organisée et orientée si l'on veut qu'elle prenne en compte les aspects sociaux, qu'elle contribue à réduire les fortes inégalités socio-économiques, qu'elle respecte les écosystèmes et qu'elle débouche sur des perspectives de développement durable pour tous.

[◀ article précédent](#)

[article suivant ▶](#)